

MADAGASCAR

RAPPORT SUR LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME À MADAGASCAR EN 2019

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Madagascar est une république démocratique semi-présidentielle avec un président élu par le peuple, une législature bicamérale (Sénat et Assemblée Nationale), un premier ministre et un gouvernement. Une élection présidentielle s'est tenue le 7 novembre 2018, et deux candidats se sont affrontés au second tour du 19 décembre 2018. Des observateurs indépendants ont estimé que les élections étaient généralement libres et équitables, malgré des allégations d'irrégularités dans le processus électoral dont la suppression des électeurs soulevés par plusieurs candidats. Les élections législatives ont eu lieu en fin mai sans aucun incident majeur. Les observateurs ont jugé ces élections de généralement libres et équitables. Les élections municipales se sont déroulées à travers le pays le 27 novembre et ont été considérées libres et équitables.

La police nationale, sous l'autorité du ministère de la sécurité publique, est responsable du maintien de l'ordre dans les zones urbaines. La gendarmerie, sous l'autorité du ministère de la défense nationale, est chargée de maintenir l'ordre public dans les zones rurales au niveau des villages, de protéger les installations gouvernementales et de faire fonctionner un contingent de police maritime. L'armée est également active dans les zones rurales, notamment pour maintenir l'ordre dans les zones touchées par le vol de bétail et le banditisme, et rapporte au ministère de la défense nationale. Les autorités civiles n'ont parfois pas maintenu un contrôle efficace sur les forces de sécurité.

Les principaux problèmes en matière de droits de l'homme sont les suivants : exécutions arbitraires ou illégales par des agents du gouvernement ; torture par des agents du gouvernement ; détention arbitraire par des agents du gouvernement ; conditions difficiles et dangereuses dans les prisons et les centres de détention qui mettent la vie en danger ; interférence substantielle avec le droit de rassemblement pacifique ; corruption omniprésente ; traite des personnes ; violence contre les femmes et les enfants, que le gouvernement n'a guère pris de mesures pour prévenir ou poursuivre ; et recours au travail forcé des enfants.

Le gouvernement a poursuivi et puni certains fonctionnaires qui ont commis des abus, que ce soit dans les forces de sécurité ou ailleurs au sein du gouvernement ; cependant, l'impunité reste un problème.

Section 1. Respect de l'intégrité de la personne, y compris la liberté de :

a. Privation arbitraire de la vie et autres assassinats illégaux ou motivés par des raisons politiques

De nombreux rapports ont fait état de meurtres arbitraires ou illégaux de suspects criminels commis par le gouvernement ou ses agents. La plupart des meurtres ont eu lieu lors d'opérations des forces de sécurité visant à endiguer le vol de bétail par des groupes criminels armés dans les régions du centre, de l'ouest et du sud-ouest, ainsi que lors de raids de police pour lutter contre l'insécurité dans les zones urbaines.

En janvier, la gendarmerie nationale a déclaré à la presse que dans le cadre de ses efforts pour lutter contre l'insécurité, les gendarmes avaient tué 786 suspects criminels en 2018, contre 217 l'année précédente. Entre janvier et septembre, les rapports de presse faisant état d'au moins 160 décès dus aux actions des forces de sécurité pour lutter contre l'insécurité comprenaient des membres des forces de sécurité et des civils ordinaires ainsi que des voleurs présumés. Les rapports des médias ont suggéré que des affrontements entre les présumés voleurs de bétail et les forces de sécurité avaient lieu au moins une fois par mois. Habituellement, les forces de sécurité étaient composées de policiers et de gendarmes, mais elles comprenaient parfois des éléments militaires. On a rapporté que les forces de sécurité exécutaient des voleurs de bétail ou des bandits après leur capture. Ces rapports n'ont souvent pas pu être confirmés ; cependant, dans des cas isolés, le gouvernement a lancé des enquêtes, arrêté et emprisonné les membres des forces de sécurité accusés.

Le 23 août, le service anti-gang de la police a tiré et tué deux hommes accusés de faire partie d'un gang soupçonné de plusieurs braquages. La police a tué un présumé voleur à Antsahamanitra au cours d'un affrontement armé entre la police et les voleurs, qui tentaient de dérober un civil faisant un versement en espèces. La police a poursuivi d'autres membres du gang à Ampefiloha, et des images vidéo montrent un policier tuant l'un des voleurs présumés capturés. Le Ministre de la Sécurité Publique Roger Rafanomezantsoa a annoncé une enquête sur les actions du policier qui a tué le second suspect ; les autorités ont placé l'officier en détention préventive. Un porte-parole de la CNIDH, la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme a confirmé dans une interview à un journal que l'incident était un meurtre arbitraire, déclarant que le suspect s'était déjà rendu.

Les enquêtes isolées qui ont eu lieu concernaient principalement des affaires qui ont été largement couvertes par les médias sociaux et qui ont déclenché une réaction violente du public.

b. Disparition

Il n'y avait aucun rapport de disparition commise ou commanditée par les autorités gouvernementales.

c. Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

La constitution et la loi prévoient l'inviolabilité de la personne et interdisent de telles pratiques, mais les forces de sécurité soumettent les prisonniers et les suspects criminels à des abus physiques et mentaux, y compris la torture lors d'aveux forcés, selon la CNIDH.

Le personnel de sécurité aurait utilisé les coups comme punition pour des crimes présumés ou comme moyen de coercition. Il a été rapporté que des membres des forces armées en dehors de leur service et parfois en état d'ébriété ont agressé des civils. Les enquêtes sur ces incidents annoncées par les responsables de la sécurité ont rarement abouti à des poursuites.

Le journal L'Express a rapporté que le 1er mai, quatre militaires ont brièvement arrêté huit personnes sur le marché de Miandrivazo. Selon des témoins oculaires, les quatre militaires les ont agressés et leur ont fait faire des pompes et de la " marche canard " sous le soleil brûlant et enlever leurs pantalons en public. Parmi les personnes arrêtées figurait le fils d'une sorcière présumée que des militaires auraient abattu et démembrée la veille. La sorcière présumée avait été accusée du meurtre d'un fonctionnaire militaire en 2018.

La gendarmerie a toutefois mené des enquêtes et procédé à des arrestations qui ont abouti à la condamnation de plusieurs de ses membres, notamment pour des crimes considérés comme des violations flagrantes des droits de l'homme. La gendarmerie a ouvert un bureau des plaintes en février et a rendu public le numéro de téléphone où les personnes pouvaient signaler les abus.

Le 30 mai, la presse a rapporté qu'une équipe militaire était entrée de force dans la résidence d'un voleur présumé dans la commune de Soamadinika, dans le district de Tsaratanana. L'équipe aurait torturé le suspect tout en l'interrogeant sur un fusil de chasse trouvé dans sa maison, alors qu'il avait un permis pour cette arme. Selon la presse, un gendarme de la brigade de Soamadinika est arrivé et a tenté d'emmener le suspect blessé à l'hôpital, mais l'équipe militaire a refusé de le laisser faire. L'équipe militaire aurait exigé 10 millions d'ariary (2 700 \$) des villageois en échange de la libération du suspect. L'équipe militaire aurait ensuite tué le suspect et pris six millions d'ariary (1 600 \$) aux villageois.

Conditions de vie dans les prisons et les centres de détention

Les conditions de vie dans les prisons étaient dures et dangereuses en raison d'une alimentation inappropriée, de la surpopulation, de mauvaises conditions sanitaires et de l'insuffisance de soins médicaux.

Conditions physiques : De longues détentions préventives, les inefficacités du système judiciaire et les infrastructures carcérales inadéquates ont créé un grave problème de surpopulation. Un pénitencier a dépassé de près de huit fois sa capacité officielle. En octobre, les 83 prisons et centres de détention du pays accueillaient 27 903 détenus, dont 15 853 en détention préventive. Le nombre total de détenus, composé de 25 310 hommes, 1 548 femmes et 1 045 mineurs, était bien au-delà du double de la capacité officielle. Au mois de juillet, la prison d'Antalaha, d'une capacité officielle de 280 personnes, comptait 2 380 détenus.

Le 9 mars, les médias ont rapporté que le nombre de femmes détenues dans la prison d'Antanimora était passé d'une moyenne de 300 les années précédentes à 423. La capacité officielle était de 125. Parmi les 423 détenus, 332 étaient en détention préventive, dont 10 étaient enceintes, et 18 enfants de moins de deux ans étaient incarcérés avec leurs mères.

La détention préventive prolongée était omniprésente, contribuant de manière significative à la surpopulation. Les autorités placent parfois les détenus en détention préventive avec les condamnés. En août, la CNIDH a constaté une aggravation des conditions lors de sa visite dans 23 des 83 établissements.

Les autorités ne séparaient pas toujours les mineurs des adultes, et certains enfants en âge scolaire partageaient des cellules avec leurs mères incarcérées. Selon le ministère de la Justice, 65 % des 44 prisons accueillant des détenus mineurs disposaient de zones séparées pour les mineurs en 2018.

Selon le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), près d'un prisonnier sur deux dans tout le pays souffrait de malnutrition modérée ou sévère en 2018. Chaque détenu recevait environ 298 grammes de manioc par jour, contre les 750 grammes recommandés. Le CICR, en collaboration avec l'Aumônerie Catholique des Prisons, a traité près de 7 500 prisonniers dans 14 centres de détention pour malnutrition au cours de l'année précédente, en plus d'environ 2 000 prisonniers malades et femmes allaitantes.

La détérioration des infrastructures pénitentiaires, souvent dépourvues d'installations sanitaires et d'eau potable, a entraîné des maladies et des infestations d'insectes et de rongeurs. Les responsables de la prison ont effectué des rénovations mineures, des petits projets de construction et des efforts d'extermination des

insectes et des rats, avec le soutien financier du CICR. L'accès aux soins médicaux était limité. Le CICR a cependant continué à fournir à la pharmacie centrale du ministère de la Justice pour les prisons les médicaments essentiels pour environ 22 000 personnes en 2018. La ventilation, l'éclairage et le contrôle de la température étaient inadéquats ou inexistants dans de nombreux petits établissements accueillant moins de 300 détenus ; des établissements plus grands ont été rénovés au cours de l'année pour remédier à ces problèmes.

Le ministère de la justice a enregistré 43 décès entre janvier et octobre, compilés à partir de tous les établissements de détention et de prisons du pays. Les causes de décès les plus fréquentes étaient la tuberculose, l'hypertension et les problèmes gastro-intestinaux.

Le 27 mai, les gardiens de la prison de Mananara Nord, en sous-effectif, ont tiré sur cinq détenus qui tentaient de s'évader. L'un d'entre eux a été gravement blessé et est décédé quelques jours plus tard. Un autre a reçu des soins médicaux et est retourné en prison, tandis que les trois autres étaient toujours en liberté à la fin de l'année.

Administration : Bien qu'il existe une procédure officielle pour soumettre des plaintes aux autorités judiciaires, peu de détenus l'ont utilisée en raison des représailles. Les responsables autorisaient les visites hebdomadaires des proches et permettaient la pratique religieuse. Des visites en dehors des jours prévus auraient été possibles en soudoyant les gardiens et les agents pénitentiaires. Des ONG ont signalé que les pots-de-vin permettaient d'acheter de petits privilèges, comme celui d'autoriser les membres de la famille à apporter de la nourriture aux prisonniers.

Contrôle indépendant : Les autorités ont généralement autorisé une surveillance indépendante des conditions de détention par le CICR, les ONG locales et certaines missions diplomatiques. Les autorités ont autorisé le CICR à effectuer des visites dans tous les principaux établissements pénitentiaires et à tenir des consultations privées conformément à ses modalités habituelles. Les autorités ont également autorisé les représentants du CICR à visiter les détenus en détention préventive ou temporaire.

Le ministère de la justice a annoncé en mai un doublement du budget du département de l'administration pénitentiaire. Le régime alimentaire des détenus s'est amélioré, avec la fourniture d'un repas complet par jour et par personne, en plus des 298 grammes de manioc fournies précédemment. Le nouveau régime, correspondant à 2 000 calories par jour, était conforme au manuel d'alimentation des détenus élaboré par le ministère de la justice avec le soutien du CICR en décembre 2018.

En mai, quatre unités de la police nationale ont officiellement commencé à utiliser deux outils développés par le ministère de la justice, le Barreau et l'ONG ACAT Madagascar pour renforcer la protection des personnes détenues en garde à vue. Le premier outil était un registre amélioré qui enregistrerait toutes les actions prises par les fonctionnaires de la justice pendant la garde à vue, et le second était une liste de droits légaux lue et signée par la personne arrêtée.

En septembre, le ministère de la justice a inauguré un nouveau système d'énergie solaire pour fournir de l'électricité en permanence à la prison de Tsiarafahy, le centre administratif indépendant et les appartements du personnel pénitentiaire. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a financé l'équipement par le biais du Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix.

d. Arrestation ou détention arbitraire

La constitution et la loi interdisent l'arrestation et la détention arbitraires et prévoient le droit de toute personne de contester la légalité de son arrestation ou de sa détention devant un tribunal, mais les autorités n'ont pas toujours respecté ces dispositions. Les autorités ont arrêté des personnes sur la base d'accusations vagues et ont détenu de nombreux suspects pendant de longues périodes sans procès.

La loi donne aux institutions villageoises traditionnelles le pouvoir de protéger les biens et l'ordre public. Dans certaines zones rurales, un système judiciaire organisé par la communauté, connu sous le nom de "Dina", permettait de résoudre les litiges civils entre les villageois sur des questions telles que le vol présumé de bétail. Les procédures de "Dina" entraient parfois en conflit avec les lois nationales en imposant des peines sévères sans procès en bonne et due forme ou en ne protégeant pas les droits des victimes.

Procédures d'arrestation et traitement des détenus

La loi exige des mandats d'arrêt dans tous les cas sauf ceux impliquant une "course poursuite" (l'appréhension d'un suspect pendant ou immédiatement après qu'un crime soit commis), mais les autorités ont souvent détenu des personnes sur la base d'accusations et sans autorisation judiciaire. La loi exige que les autorités inculpent ou libèrent les suspects dans les 48 heures suivant leur arrestation, mais elles ont souvent détenu les personnes pendant des périodes beaucoup plus longues avant de les inculper ou de les libérer. Les accusés ont droit à un avocat, et la loi donne droit à ceux qui ne peuvent pas se payer un avocat d'en avoir un attribué par l'Etat. De nombreux citoyens ignorent ce droit, et peu d'entre eux demandent à être représentés par un avocat. Les prévenus ont le droit de connaître les charges retenues contre eux, mais les autorités n'ont pas toujours respecté ce droit. Les autorités ont fréquemment refusé la mise en liberté provisoire sans justification. Les magistrats ont souvent eu recours à un mandat de dépôt, en vertu duquel les accusés étaient maintenus en détention pendant toute la période précédant le procès. La loi limite la durée de la détention préventive et régit l'utilisation du mandat, avec un maximum théorique de huit mois pour les affaires pénales. Les membres de la famille avaient généralement accès aux prisonniers, bien que les autorités aient également limité l'accès des prisonniers en isolement ou de ceux qui auraient été arrêtés pour des raisons politiques.

Arrestation arbitraire : Les forces de sécurité ont arrêté arbitrairement des journalistes, des opposants politiques au gouvernement, des manifestants et d'autres civils. En début mai, les autorités ont arrêté neuf villageois accusés de vandalisme alors qu'ils protestaient contre les activités minières à Ranobe Toliara. Un groupe d'organisations de la société civile a qualifié ces arrestations d'arbitraires. Environ un mois après les arrestations, un tribunal a imposé une peine de six mois avec sursis à chaque villageois et les a libérés.

Détention préventive : En octobre, 15 853 des 27 903 détenus dans tout le pays étaient en détention préventive. La durée de la détention préventive allait de quelques jours à plusieurs années. Une mauvaise tenue des registres, un système judiciaire obsolète, un nombre insuffisant de magistrats et trop peu de tribunaux de première instance ont contribué à ce problème. La durée de la détention préventive dépassait souvent la peine maximale prévue pour le crime présumé. En mars, Amnesty International a indiqué qu'un certain nombre de femmes étaient maintenues en longue détention préventive sur la base d'accusations vagues et qu'il était peu probable qu'elles soient jugées à court terme car elles n'avaient pas accès à un avocat.

La capacité des détenus à contester la légalité de leur détention devant un tribunal : La loi prévoit le droit du prévenu de faire appel de sa détention préventive, sans disposition spécifique concernant son droit à

une libération immédiate et à une indemnisation. La loi stipule cependant qu'un prévenu doit être libéré immédiatement si un procureur approuve une libération temporaire demandée par le prévenu.

e. Refus d'un procès public équitable

Bien que la constitution et la loi prévoient un système judiciaire indépendant, le pouvoir judiciaire est susceptible d'être influencé par l'extérieur à tous les niveaux, et la corruption reste un problème grave. Dans certains cas, l'issue des procès semblait prédéterminée et les autorités n'appliquaient pas toujours les décisions de justice. Le manque de formation et de personnel entrave l'efficacité de la justice, et le nombre d'affaires en souffrance est "prodigieux", selon Freedom House.

La loi réserve les tribunaux militaires aux procès du personnel militaire, et ils suivent généralement les procédures du système judiciaire civil, sauf que les membres du jury militaire doivent être des officiers. Les prévenus dans les affaires militaires ont accès à une procédure d'appel et bénéficient généralement des mêmes droits que les civils, bien que leurs procès ne soient pas publics. Un magistrat civil, généralement rejoint par un panel d'officiers militaires, préside les procès militaires.

Procédures de procès

La loi prévoit le droit à un procès équitable et public, mais les tribunaux ont le pouvoir d'ordonner qu'un procès soit à huis clos pour protéger la victime ou pour maintenir l'ordre public. Les procès sont souvent retardés. L'incarcération prolongée sans inculpation, le refus de la mise en liberté provisoire et le report des audiences étaient courants. La loi stipule la présomption d'innocence, mais les autorités ont souvent ignoré ce droit. Les prévenus ont le droit d'être informés rapidement et en détail des charges retenues contre eux, et la loi prévoit une interprétation gratuite si nécessaire, depuis l'inculpation jusqu'à la fin de l'appel.

Les prévenus ont le droit d'être assistés par un avocat à tous les stades de la procédure. Toutefois, de nombreux citoyens ignorent leur droit à un avocat et les autorités ne les informent pas systématiquement de ce droit. Les prévenus qui n'ont pas demandé ou n'ont pas pu se payer un avocat ont généralement reçu un temps très limité pour préparer leur dossier. Les prévenus ont le droit d'être présents à leur procès, de présenter et de confronter des témoins, et de présenter des preuves. Les autorités ont généralement respecté ces droits si les prévenus étaient représentés par un avocat. La loi prévoit le droit à un interprète pour la police judiciaire, le juge d'instruction et le conseiller juridique du prévenu, mais ne mentionne pas ce droit pour le prévenu, ni s'il s'agit d'un service gratuit. La loi stipule cependant que le prévenu a le droit de refuser un interprète. Dans la pratique, si un interprète doit être engagé, c'est aux frais du prévenu. La législation définissant les droits des prévenus ne fait pas spécifiquement référence au droit de ne pas être contraint de témoigner ou de ne pas plaider coupable. Elle inclut le droit d'être assisté par une autre personne pendant l'enquête et le procès. Les prévenus ont le droit de faire appel des condamnations.

Selon la loi, les droits ci-dessus s'appliquent à tous les prévenus, et aucun rapport n'indiquait si des groupes ont été privés de ces droits.

Prisonniers et détenus politiques

Il n'y a eu aucun rapport sur des prisonniers ou des détenus politiques.

Procédures judiciaires civiles et recours

Le système judiciaire traite toutes les affaires civiles, y compris les affaires de droits de l'homme, et les individus ou les organisations peuvent demander des réparations civiles pour les violations des droits de l'homme à travers les tribunaux nationaux. Les tribunaux, manquant d'indépendance, étaient soumis à des influences et ont souvent rencontré des difficultés pour faire appliquer les jugements civils. Il n'est pas interdit de faire appel aux organismes régionaux de défense des droits de l'homme, mais il n'y a pas eu de recours connu. Le système juridique ne reconnaît pas la compétence de la Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples.

Restitution de biens

Au cours de l'année, le gouvernement a annoncé des projets de construction liés à une nouvelle route de contournement reliant certaines parties d'Antananarivo qui nécessiterait l'expulsion d'environ 1 000 ménages. En juin, 69 des 507 propriétaires fonciers avaient reçu une indemnisation. Les médias ont noté un retard dans le paiement pour certains des ménages expropriés en raison du long processus de vérification de la propriété foncière. En juillet, les médias ont rapporté que les autorités avaient ordonné aux occupants d'une maison de quitter leur propriété, alors que les occupants ont déclaré n'avoir reçu aucune explication ou proposition de compensation.

En octobre, le gouvernement a annoncé l'expulsion imminente d'environ 750 ménages à Ambohitrimanjaka, au sud-ouest d'Antananarivo, une zone qui devait accueillir un projet public pour une nouvelle ville. Les habitants ont organisé des manifestations et ont résisté aux expulsions. De nombreux observateurs se sont inquiétés des irrégularités dans le processus et de l'absence de notifications requises par la loi. Les questions d'indemnisation sont restées sans réponse.

f. Interférences arbitraires ou illégales dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance

La loi interdit de telles actions, mais il a été signalé que le gouvernement n'a pas respecté ces dispositions.

Le 13 novembre, la CNIDH a rapporté le maintien de l'arrestation et de la détention préventive de femmes sous prétexte de leur supposée complicité dans les crimes présumés de membres masculins de la famille recherchés par les autorités. La CNIDH a noté que les femmes avaient droit à une présomption d'innocence et a décrit cette pratique comme inefficace, car les membres masculins de la famille se rendaient rarement pour libérer les femmes détenues.

Section 2. Respect des libertés civiles, y compris :

a. Liberté d'expression, y compris pour la presse

La constitution prévoit la liberté d'expression, y compris pour la presse, mais celle-ci "peut être limitée par le respect des libertés et des droits d'autrui, et par l'impératif de préserver l'ordre public, la dignité

nationale et la sécurité de l'État". Le gouvernement a parfois restreint ces droits. Le code des communications comprend plusieurs dispositions limitant la liberté de parole et d'expression. Le code accorde également de larges pouvoirs au gouvernement de refuser des licences de médias aux opposants politiques, saisir des équipements et imposer des amendes.

Le gouvernement a arrêté des journalistes et des militants qui avaient dénoncé publiquement la mauvaise conduite des autorités publiques. Le gouvernement a souvent eu recours à des accusations sans rapport avec les faits pour les poursuivre.

Liberté d'expression : Conformément à la constitution, la loi restreint la capacité des individus à critiquer publiquement le gouvernement.

Le 13 mai, le Préfet de Police d'Antananarivo a limité les activités destinées à commémorer le mouvement politique de 1972 au cours duquel certains manifestants sont morts. Il a interdit les discours politiques, seuls les représentants des associations et des partis politiques étaient autorisés à entrer dans l'hôtel de ville et à déposer des couronnes sur le mémorial pour "éviter le débordement".

Presse et médias, y compris les médias en ligne : Les médias indépendants ont été actifs et ont exprimé une grande variété de points de vue, mais pas sans restriction. Le code des communications contient plusieurs articles limitant les libertés de la presse et des médias. Par exemple, l'article 85 exige que le propriétaire d'une entreprise de médias soit le principal éditeur. Cet article peut permettre aux candidats à des fonctions politiques, qui sont également propriétaires de médias, d'utiliser leurs organes de presse pour plaider contre des opposants.

Le code des communications donne au ministère de la communication des pouvoirs étendus pour suspendre les licences des médias et saisir les biens de médias si un de leurs journalistes commet deux infractions au code. Enfin, le code n'autorise que les stations de radio et de télévision d'État à émettre à l'échelle nationale, bien que cette limitation n'a pas toujours été appliquée.

Le pays compte de nombreux journaux indépendants. Plus de 300 stations de radio et de télévision fonctionnent dans le pays, bien que beaucoup soient passées à des émissions de tribune téléphonique en direct ces dernières années pour se distancer de la responsabilité éditoriale du contenu. Beaucoup d'entre elles ont continué à avoir une audience nationale, malgré les limitations du code. L'opposition a eu un meilleur accès aux médias publics que les années précédentes.

Violence et harcèlement : Il a été signalé à plusieurs reprises que des journalistes étaient harcelés parce qu'ils critiquaient le gouvernement et les services publics. Un chroniqueur et militant des droits de l'homme aurait été la cible de menaces et d'insultes anonymes sur les médias sociaux pour avoir écrit une lettre ouverte dénonçant l'incapacité du gouvernement à traiter les problèmes les plus urgents affectant la population.

Censure ou restrictions de contenu : Les journalistes pratiquaient l'autocensure, et les auteurs publiaient généralement des ouvrages de nature politique à l'étranger.

Lois sur la diffamation : Bien que la diffamation ne soit pas une infraction pénale dans le code des communications, une autre loi sur la cybercriminalité permet d'inculper de diffamation pénale tout ce qui est publié en ligne. Il n'est pas clair si la loi sur la cybercriminalité, qui prévoit des peines de prison pour la diffamation en ligne, a priorité sur le code des communications, car tous les journaux sont également publiés en ligne. Les amendes prévues pour les infractions au code des communications sont plusieurs fois supérieures au salaire annuel moyen d'un journaliste.

On rapporte plusieurs cas où les autorités gouvernementales ont eu recours aux lois sur la diffamation pour restreindre le débat public. Au cours de l'année, des journalistes et des citoyens ont fait l'objet d'enquêtes policières et de poursuites judiciaires pour diffamation et atteinte à l'ordre public pour avoir publié des critiques sur les performances du gouvernement et les services publics sur les médias sociaux.

En juin, les autorités ont jugé Mahery Lanto Manandafy, fils du président d'un parti politique, pour diffamation utilisant les technologies de l'information pour critiquer le plan de développement du président sur sa page Facebook. Le tribunal l'a acquitté le 22 juin.

Le 16 septembre, trois journalistes et le directeur culturel de la municipalité d'Antananarivo ont été jugés pour diffusion de fausses nouvelles et dénigrement de l'armée. Les journalistes, qui travaillaient pour la presse associée au parti d'opposition, ont fait un reportage en août sur un hélicoptère de l'armée qui volait au-dessus du stade municipal de Mahamasina sans l'autorisation de la municipalité. Ils ont rapporté que des investisseurs chinois intéressés par un projet de rénovation du stade étaient à bord de l'hélicoptère, alors que le ministère de la défense affirmait que l'hélicoptère effectuait un exercice de sécurité avant la visite du Pape. Le 19 septembre, le tribunal a condamné deux des journalistes à une amende de 10 millions d'ariary (2 700 \$) chacun pour diffamation envers l'armée, tout en acquittant les deux autres accusés.

Liberté sur Internet

Le gouvernement n'a pas restreint ou interrompu l'accès à l'internet, et il n'y a pas eu de rapports crédibles selon lesquels le gouvernement aurait surveillé des communications privées en ligne sans autorisation légale appropriée.

La loi sur la cybercriminalité interdit d'insulter ou de diffamer en ligne un fonctionnaire du gouvernement. Selon Reporters Sans Frontières, "l'incapacité de la loi à définir ce que l'on entend par "insulte" ou "diffamation" laisse la place à une interprétation très large et à des abus majeurs". La loi prévoit une peine de deux à cinq ans d'emprisonnement et une amende de 2 millions à 100 millions d'ariary (540 à 28,000 dollars) pour diffamation. Suite aux critiques des médias et de la communauté internationale, le gouvernement a promis de réviser la loi, mais ne l'a pas fait.

L'accès du public à l'internet a été limité principalement aux zones urbaines. Les groupes politiques, les partis et les militants ont largement utilisé Internet pour faire avancer leurs programmes, partager des informations et critiquer les autres partis. Les observateurs ont généralement considéré qu'Internet (à l'exception des médias sociaux) était l'une des sources d'information les plus fiables.

Liberté académique et événements culturels

Le gouvernement n'a imposé aucune restriction à la liberté académique ou aux événements culturels.

b. Libertés de réunion pacifique et d'association

La constitution et la loi prévoient la possibilité de se réunir et de s'associer pacifiquement, mais le gouvernement a restreint ces droits.

Liberté de réunion pacifique

La constitution et la loi prévoient la liberté de réunion pacifique, mais les autorités ont souvent restreint ce droit. Le gouvernement a exigé que toutes les manifestations publiques aient l'autorisation officielle des municipalités et des préfectures de police, mais celles-ci ont rarement donné leur autorisation aux partis d'opposition. Les forces de sécurité ont régulièrement entravé les rassemblements de l'opposition dans tout le pays et ont fait usage d'une force excessive pour disperser les manifestants.

Plusieurs fois au cours de l'année, les forces de sécurité ont utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestations d'étudiants universitaires, des partisans des opposants politiques et d'autres groupes. Les étudiants ont généralement riposté en jetant des pierres sur les forces de sécurité ou en dressant des barrages routiers, ce qui a souvent entraîné des blessures et des arrestations.

En janvier, le Préfet de Police d'Antananarivo a officiellement interdit l'accès à la mairie aux partisans du candidat présidentiel Marc Ravalomanana, qui contestait les premiers résultats du second tour de l'élection présidentielle. Les tentatives des manifestants d'entrer dans le bâtiment ont conduit à des affrontements avec les forces de sécurité, qui ont utilisé des gaz lacrymogènes et bloqué l'entrée. Les protestations ont pris fin à la mi-janvier lorsque Ravalomanana a officiellement annoncé qu'il acceptait les résultats.

Fin mai, des protestations dispersées ont eu lieu dans plusieurs localités pour contester les premiers résultats des élections législatives. Dans certains cas, les forces de sécurité ont maîtrisé les manifestants en tirant des gaz lacrymogènes. Aucun blessé grave n'a été signalé.

c. Liberté de religion

Voir le rapport du Département d'État sur la Liberté Religieuse Internationale sur <https://www.state.gov/religiousfreedomreport/>.

d. Liberté de déplacement

La constitution et la loi prévoient la liberté de circulation interne, les voyages à l'étranger, l'émigration et le rapatriement, et le gouvernement a généralement respecté ces droits.

Un décret de 2013 interdit aux citoyens de quitter le pays pour travailler à l'étranger dans des pays jugés "à risque", comme mesure de réduction de la traite de personnes. Comme les pays de destination ne sont pas spécifiquement identifiés dans le décret, les citoyens peuvent être empêchés de quitter le pays pour travailler à l'étranger, à la discrétion des agents frontaliers.

Voyages à l'étranger : Au cours de l'année, le gouvernement a émis une interdiction de sortie du territoire à l'encontre de plusieurs personnes connues pour être proches de l'opposition ou de l'ancien régime. Les autorités ont souvent justifié ces mesures comme étant nécessaires pour les besoins de l'enquête. En janvier, le ministère de l'intérieur a émis une interdiction de sortie du territoire à l'encontre d'un groupe de cinq journalistes et anciens candidats à la présidence qui s'étaient publiquement opposés au candidat gagnant, les accusant d'atteintes à la sécurité nationale. Aucune autre action en justice n'a été engagée contre eux, à l'exception de Mbola Rajaonah, qui est resté en prison en septembre pour des accusations de corruption sans rapport.

En mars et août, le gouvernement a émis une interdiction de sortie du territoire à l'encontre de deux anciens fonctionnaires ayant servi sous l'ancien régime pour leur implication présumée dans des affaires de corruption et de détournement de fonds publics.

e. Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays

Non applicable.

f. Protection des réfugiés

Les réfugiés ou demandeurs d'asile officiels étaient présents à Madagascar en petit nombre.

Accès à l'asile : La loi ne contient pas de dispositions relatives à l'octroi de l'asile ou du statut de réfugié, et le gouvernement n'a pas mis en place aucun système pour assurer la protection des réfugiés. Les autorités ont généralement coopéré avec le HCR et d'autres organisations humanitaires pour aider le petit nombre de réfugiés présents dans le pays.

Liberté de mouvement : Les réfugiés et les demandeurs d'asile ont signalé que la police détenait fréquemment certains d'entre eux et parfois n'ont pas reconnu les documents émis par le HCR attestant de leur statut ou les déchirait, les rendant ainsi vulnérables à l'arrestation ou à l'expulsion.

Emploi : Les réfugiés et les demandeurs d'asile n'ont pas accès à l'emploi, car sans visa de résident, ils ne peuvent pas obtenir de permis de travail.

Accès aux services de base : Les réfugiés et les demandeurs d'asile ne recevaient aucun soutien du gouvernement, mais celui-ci n'intervenait pas dans le soutien fourni par le HCR par l'intermédiaire d'une ONG locale. Les réfugiés et les demandeurs d'asile se sont plaints que le montant de l'aide qu'ils recevaient était insuffisant parce qu'ils ne pouvaient pas travailler et ne recevaient aucune aide du gouvernement. Les hôpitaux et les prestataires de services facturaient aux réfugiés des tarifs plus élevés que pour les étrangers, ce qui rendait les soins médicaux de base inabordable pour les réfugiés.

g. Les apatrides

Le code de la nationalité promulgué par le Président en 2017 donne aux hommes et aux femmes les mêmes droits de transmettre leur nationalité à leurs enfants et une meilleure protection des femmes et des enfants contre la perte de leur nationalité. La principale réforme du code accorde aux femmes le droit de transmettre leur nationalité à leurs enfants indépendamment de la situation matrimoniale de la femme. La perte de la citoyenneté pour une raison quelconque mentionnée dans la loi n'affecte pas le conjoint et les enfants de la personne privée.

Les dispositions du précédent code de la nationalité ont eu pour conséquence de nombreux apatrides dans la communauté musulmane minoritaire, dont beaucoup appartiennent à des familles qui vivent dans le pays depuis des générations. Les dirigeants musulmans ont estimé que ces lois touchaient jusqu'à 5 % de quelque deux millions de musulmans du pays. Les membres de la communauté musulmane plus étendue ont suggéré qu'un nom à consonance musulmane pouvait à lui seul retarder indéfiniment la demande de citoyenneté.

Les demandes de certificats de nationalité se sont poursuivies à la suite de la réforme juridique de 2017. Même après l'adoption du nouveau code, l'apatridie est restée un problème pour ceux qui n'avaient toujours pas droit à la nationalité.

Certains membres de la communauté sud-asiatique - qui ne se sont pas inscrits pour obtenir la citoyenneté indienne, malgache ou française après l'indépendance de l'Inde en 1947 et de Madagascar en 1960 - n'avaient plus droit à aucune des trois citoyennetés ; cette circonstance s'appliquait également à leurs descendants.

Tous les apatrides peuvent demander une carte de résident étranger, ce qui exclut le droit de vote, le droit de posséder des biens ou de demander un passeport, limitant ainsi les voyages internationaux. Les femmes apatrides peuvent obtenir la nationalité en épousant un citoyen et peuvent demander la citoyenneté avant la date du mariage, mais les femmes ne peuvent pas conférer la citoyenneté à un mari apatride. Les apatrides ont des difficultés à accéder à l'éducation et aux soins de santé, ne peuvent pas trouver d'emploi ou acheter des terres, et vivent dans la crainte d'être arrêtés.

Section 3. Liberté de participer au processus politique

La Constitution et la loi confèrent aux citoyens le droit de choisir leur gouvernement par des élections périodiques libres et justes tenues par vote secret et basées sur un suffrage universel et équitable.

Elections et Participation Politique

Élections récentes : Le pays a tenu une élection présidentielle le 7 novembre 2018, suivie d'un second tour le 19 décembre 2018. Le 8 janvier, la Haute Cour constitutionnelle (HCC) a validé la victoire d'Andry Rajoelina avec 55 % des voix. La HCC a reçu plus de 300 plaintes déposées par les deux campagnes politiques et a rejeté ces plaintes. Les observateurs internationaux et locaux ont estimé que les élections étaient pacifiques et transparentes. Plusieurs candidats ont allégué la suppression d'électeurs par l'absence sélective de matériel d'enregistrement des électeurs, l'achat de votes et d'autres irrégularités.

Les élections législatives ont eu lieu en mai. Les observateurs locaux des élections ont relevé certaines irrégularités, comme le fait que les fonctionnaires du gouvernement ne soient pas restés neutres pendant la campagne et le jour des élections. Un certain nombre de candidats et leurs partisans ont dénoncé des fraudes. Les observateurs internationaux ont généralement trouvé les élections libres et équitables, mais ont recommandé des réformes juridiques pour garantir la neutralité effective des fonctionnaires administratifs pendant les élections.

Les élections municipales se sont déroulées le 27 novembre et ont été généralement considérées comme libres et équitables, malgré les allégations de pré-campagne des candidats.

Partis politiques et participation politique : Le gouvernement a restreint les partis d'opposition et leur a refusé le droit de manifester spontanément. Une autorisation officielle est requise pour toutes les manifestations et il a été signalé que le gouvernement a refusé ou retardé l'autorisation de manifestations des partis d'opposition.

Participation des femmes et des minorités : Aucune loi ne limite la participation des femmes ou des membres des minorités au processus politique, et ils y ont participé.

Sur les 214 membres du parlement (les deux chambres), 39 étaient des femmes ; six des 22 membres du cabinet étaient des femmes. Certains observateurs ont affirmé que des facteurs culturels et traditionnels empêchaient les femmes de participer à la vie politique au même titre que les hommes.

Section 4. Corruption et manque de transparence au sein du gouvernement

La loi prévoit des sanctions pénales en cas de corruption des fonctionnaires, mais le gouvernement n'a pas appliqué la loi de manière efficace. La corruption était omniprésente à tous les niveaux du gouvernement ; cependant, la nouvelle administration a accordé une plus grande attention à la lutte contre la corruption, ce qui a entraîné de multiples condamnations.

Corruption : Les enquêtes sur la corruption menées par le Bureau Indépendant Anti-Corruption (BIANCO) ont conduit à plusieurs procès devant la Cour Anti-Corruption et ont abouti à la condamnation d'anciens hauts responsables pour détournement de fonds et corruption. Ces actions en justice visaient principalement d'anciens fonctionnaires et portaient sur des affaires de détournement de fonds publics, de trafic de bois de rose et de vente illégale de terres appartenant à l'État.

Par exemple, le 3 mai, la Cour Anti-Corruption (PAC) a placé l'ancien sénateur Berthin Andriamihaingo en détention préventive à la prison d'Antanimora pour favoritisme, abus de pouvoir et détournement de fonds publics pour un montant total de 618 millions d'ariary (167 000 \$), en rapport avec une campagne de vaccination menée par le ministère de la santé Publique en 2018.

En août, le PAC a condamné Claudine Razaimamonjy, conseillère non officielle du précédent président, à sept ans de prison avec travaux forcés et une amende de 100 millions d'ariary (27 000 \$) pour détournement de fonds publics. Elle était en détention préventive depuis 2017.

Au cours de l'année, le gouvernement a soumis des fonctionnaires de la police, de la gendarmerie et de la justice à des procédures judiciaires ou à des mesures disciplinaires pour corruption ou implication dans la contrebande de ressources naturelles. En mars, le ministère de la justice a ordonné la suspension de six mois de cinq magistrats de la Cour d'Appel de Toamasina pour avoir accordé collectivement une libération temporaire à une personne accusée d'avoir orchestré un projet d'enlèvement. Le ministre de la justice a déclaré que les magistrats avaient agi de manière corrompue dans leur décision de libération.

Dans son rapport annuel d'activités pour 2018, BIANCO a indiqué avoir reçu 2 689 plaintes. Il a enquêté sur 851 de ces cas et en a renvoyé 179 pour poursuites, ce qui a conduit à l'arrestation de 147 personnes, dont 39 ont été mises en détention préventive. Au cours de la même période, BIANCO a convoqué environ 150 fonctionnaires pour des audiences, dont des membres du gouvernement, des hauts fonctionnaires, des autorités locales, des élus et des membres des forces de sécurité.

En juillet, le Président a publié une nouvelle loi sur le recouvrement des avoirs illicites. Cette loi prévoit la saisie par le gouvernement des avoirs dont il est prouvé qu'ils résultent du détournement de fonds publics, de la corruption et du blanchiment d'argent. Un journal a rapporté début septembre que la loi n'était pas encore appliquée en raison d'un retard dans l'adoption du décret de promulgation.

Des représentants du gouvernement ont effectué des visites surprises dans des départements fortement touchés par la corruption, tels que la douane et la délivrance des passeports. Ces visites ont donné lieu à des mesures disciplinaires à l'encontre des agents. En mai, le ministère de la justice a installé des caméras de surveillance à l'intérieur des bâtiments du tribunal à Antananarivo et a commencé à mettre en place un contrôle plus rigoureux des points d'entrée pour endiguer la corruption. En mai, en collaboration avec une

fondation allemande, BIANCO a officiellement lancé un système de réclamation en ligne pour recueillir les plaintes liées à la corruption.

Divulgateur financier : la loi exige des déclarations régulières de revenus et d'actifs de la part des personnes occupant les postes suivants : premier ministre et autres ministres du gouvernement ; membres de l'Assemblée Nationale et du Sénat ; membres de la Haute Cour Constitutionnelle ; chefs de région et maires ; magistrats ; fonctionnaires occupant des postes de directeur de ministère ou des postes équivalents et supérieurs ; inspecteurs des titres fonciers, du trésor, des impôts et des finances ; officiers militaires au niveau des troupes et supérieurs ; inspecteurs de l'inspection générale de l'État, de l'inspection générale de l'armée et de l'inspection générale de la gendarmerie nationale ; et officiers de police judiciaire.

En septembre, selon le site web de la HCC, le Premier Ministre, 20 des 22 membres de son cabinet et 112 des 214 membres des deux chambres du Parlement avaient déclaré leurs avoirs comme l'exige la loi.

Section 5. Attitude du gouvernement concernant les enquêtes internationales et non gouvernementales sur les allégations de violations des droits de l'homme

De nombreux groupes nationaux et internationaux de défense des droits de l'homme ont généralement opéré sans restriction, enquêtant et publiant leurs conclusions sur des affaires de droits de l'homme. Les fonctionnaires du gouvernement n'ont pas toujours été réactifs à leurs opinions, mais les autorités ont autorisé les groupes internationaux de défense des droits de l'homme à entrer dans le pays, à travailler et à consulter librement d'autres groupes.

En réponse à l'appel d'Amnesty International en faveur d'une enquête sur le meurtre de huit voleurs par des gendarmes le 7 février à Betroka, le Secrétaire d'État à la Gendarmerie Nationale a déclaré que les officiers avaient agi de manière légitime et en état de légitime défense, et qu'il était prêt à les protéger des critiques pour leurs actions contre les malfaiteurs.

Plusieurs ONG nationales travaillent sur les droits de l'homme, mais peu ont la capacité de travailler efficacement et indépendamment.

Organismes gouvernementaux de défense des droits de l'homme : La CNIDH est composée de 11 commissaires, chacun étant élu par les membres d'une organisation de défense des droits de l'homme différente et ayant pour mandat d'enquêter sur les cas de violations des droits de l'homme et de publier des rapports à ce sujet. Le gouvernement a alloué un budget à la commission pour qu'elle puisse fonctionner pendant l'année. En outre, certaines organisations internationales et missions diplomatiques ont fourni certains équipements.

Section 6. Discrimination, abus sociétaux et traite de personnes

Femmes

Le viol et la violence domestique : La loi interdit le viol mais ne traite pas du viol conjugal. Les peines vont de cinq ans de prison à prison à vie. Le viol d'une femme enceinte est passible de travaux forcés. Les

autorités peuvent ajouter deux à cinq ans d'emprisonnement supplémentaires si le viol implique des coups et blessures. Les autorités font rarement respecter la loi.

La loi interdit la violence domestique, mais elle reste un problème répandu. La violence domestique est punie de deux à cinq ans de prison et d'une amende de quatre millions d'ariary (1 100 \$), selon la gravité des blessures et le fait que la victime soit enceinte ou non. Il existe peu de refuges pour les femmes battues dans le pays, et beaucoup d'entre elles retournent chez leurs parents, qui font souvent pression sur les victimes pour qu'elles retournent chez leurs agresseurs. Divers articles de presse ont fait état au cours de l'année d'une réticence générale des victimes à signaler les violences domestiques. Les femmes qui intentent des actions en justice contre leur mari sont confrontées aux critiques de leur famille et de leur communauté.

Le 14 janvier, un pasteur d'une église évangélique locale de Sambava aurait violé un membre de l'église qui avait perdu son enfant à la naissance deux mois plus tôt. Lorsque la victime s'est plainte auprès de sa belle-mère, la nouvelle s'est rapidement répandue et le pasteur a fui vers son propre village, craignant la violence de la foule. Après l'intervention des membres du conseil de l'église, ni la victime ni son mari n'ont signalé l'incident à la police. Aucune action en justice n'a été signalée contre l'auteur de l'infraction.

Les victimes de violence domestique provenant de populations vulnérables pouvaient bénéficier de l'assistance de centres de conseil, appelés Centres d'Écoute et de Conseil Juridique, mis en place dans plusieurs régions par le Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme avec le soutien du Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP). Ces centres conseillent les survivantes sur les endroits où elles peuvent se rendre pour obtenir des soins médicaux, leur fournissent une assistance psychologique et les aident à entamer des procédures juridiques pour recevoir une pension alimentaire de leurs agresseurs.

En 2016, le gouvernement a adopté une stratégie nationale de lutte contre la violence basée sur le genre, qui inclut la violence domestique, mais sa mise en œuvre s'est limitée à la sensibilisation du public sur la seule chaîne de radio nationale.

En avril, le FNUAP a nommé la première dame Mialy Rajoelina ambassadrice contre la violence basée sur le genre dans le pays. En juillet, la première dame a fait don, avec le FNUAP, d'équipements à la Brigade Féminine de Proximité au sein de la police nationale. La mission de cette unité consistait notamment à enquêter sur la violence basée sur le genre et à sensibiliser le public à ce problème.

Harcèlement sexuel : Le harcèlement sexuel est interdit par la loi. Les sanctions vont d'un à trois ans d'emprisonnement et d'une amende d'un à quatre millions d'ariary (270 à 1 100 dollars). La peine va de deux à cinq ans d'emprisonnement plus une amende de deux à dix millions d'ariary (540 à 2 700 \$) si les criminels ont forcé ou poussé la victime à commettre des actes sexuels ou l'ont punie pour avoir refusé ces avances. Les autorités font respecter la loi, mais le harcèlement sexuel est très répandu.

En 2018, BIANCO, en collaboration avec le PNUD, a mené une étude sur le harcèlement sexuel et la corruption. Les résultats de l'étude ont révélé que le harcèlement sexuel était qualifié de corruption basée sur le genre et qu'il prévalait dans tous les secteurs professionnels, y compris dans les universités. Cependant, les victimes de harcèlement ne se plaignaient généralement pas, par peur ou par honte. Lors d'un atelier lié à l'étude, des étudiants ont témoigné que les directeurs de thèse les avaient obligés à fournir des services sexuels en échange de la validation de leur thèse.

La collaboration entre BIANCO et le PNUD a permis d'élaborer une stratégie de lutte contre le harcèlement sexuel, qui a abouti à la création d'un comité de prévention chargé de recevoir les plaintes

anonymes, de protéger la confidentialité de l'identité des victimes et de mener des campagnes de sensibilisation du public.

Les syndicalistes ont signalé que le harcèlement sexuel prévalait dans de nombreux secteurs. Il a été signalé que certains superviseurs d'entreprises manufacturières ont obligé certaines de leurs employées à avoir des relations sexuelles pour renouveler leur contrat ou assurer des promotions. Les enseignantes auraient subi des pressions similaires lorsqu'elles ont tenté de négocier des contrats permanents dans le système éducatif public. Les décisions des tribunaux n'étaient généralement pas favorables aux victimes lorsqu'elles portaient plainte.

La coercition dans le contrôle de la population : Il n'y a pas eu de rapports d'avortements forcés ou de stérilisations involontaires.

La discrimination : Si les femmes jouissaient du même statut juridique et des mêmes droits que les hommes dans certains domaines, il y avait des différences importantes et les autorités n'appliquaient pas la loi de manière efficace. Les femmes sont victimes de discrimination en matière d'emploi et d'héritage. Alors que les veuves avec enfants héritent de la moitié des biens communs du mariage, le parent survivant du mari a la priorité sur les veuves sans enfants, laissant la veuve en huitième position pour l'héritage s'il n'y a pas d'accord préalable. Les familles accordaient parfois aux femmes une position plus favorable dans les domaines de l'emploi et de l'héritage, mais il n'a pas été signalé de cas où des femmes auraient engagé des poursuites en cas de discrimination présumée.

Enfants

Registre des naissances : En vertu du code de la nationalité de 2017, la citoyenneté découle de ses parents. La loi ne confère pas la nationalité aux enfants nés dans le pays si les deux parents sont des non-citoyens. Elle prévoit cependant le droit d'un mineur à obtenir la citoyenneté si l'un des parents, quel que soit son état civil, obtient la citoyenneté.

Le pays ne dispose pas d'un système d'enregistrement des naissances appliqué de manière uniforme, et les enfants non enregistrés n'avaient généralement pas le droit de fréquenter l'école ou d'obtenir des soins de santé. Pour plus d'informations, voir l'annexe C.

L'éducation : La constitution prévoit un enseignement public gratuit pour tous les enfants citoyens et rend obligatoire l'enseignement primaire jusqu'à l'âge de 16 ans. Néanmoins, les parents doivent de plus en plus souvent payer l'inscription et divers frais pour subventionner les salaires des enseignants et d'autres coûts. Par conséquent, l'éducation est restée inaccessible pour de nombreux enfants. Selon l'UNICEF, les garçons et les filles ont généralement un accès égal à l'éducation, bien que les filles soient plus susceptibles d'abandonner leurs études à l'adolescence.

Abus d'enfants : La maltraitance des enfants, y compris le viol, est un problème. La presse a rapporté plus de 15 cas de viols d'enfants, la plupart des victimes ayant moins de 12 ans, la plus jeune ayant cinq ans. En juin 2018, le ministère de la population, en partenariat avec l'UNICEF, a publié une étude sur la violence contre les enfants dans le pays. L'étude a révélé que la violence contre les enfants, y compris la violence physique, les abus sexuels et le viol, se produisait dans tous les environnements : la famille, l'école, les cercles sociaux et les lieux de travail. Elle a révélé que les abus étaient rarement signalés en raison du manque de confiance dans le système judiciaire, des conditions économiques précaires, du désir d'éviter les discordes sociales au sein de la communauté et de l'intimidation. Seuls 4 % des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête ont déclaré avoir signalé des cas de maltraitance d'enfants à la

police, tandis que 19 % ont signalé des abus sexuels à la police ou à la gendarmerie. Les familles des victimes ont souvent accepté des accords de médiation impliquant une compensation financière de la part des malfaiteurs et parfois, le mariage forcé de la victime avec le violeur.

Dans certaines villes, en particulier à Antananarivo, des femmes sans domicile ont élevé des enfants en bas âge dans des conditions et un environnement dangereux et ont forcé des enfants de trois ans à mendier dans les rues. Parfois, les bébés étaient "loués" à des mendiants pour tenter de susciter la sympathie des passants. Les autorités gouvernementales intervenaient rarement dans ces cas de mise en danger d'enfants.

Les efforts du gouvernement pour lutter contre le viol d'enfants ont été limités, se concentrant principalement sur les réseaux de protection de l'enfant, qui ont répondu aux besoins des victimes et ont contribué à sensibiliser le public.

Avec le soutien de l'UNICEF, les villes d'Antananarivo, Toamasina, Mahajanga et Nosy Be ont mis en place des guichets uniques d'aide aux victimes, appelés Centres Vonjy, dans les hôpitaux publics. Ces centres accueillent les enfants victimes d'abus sexuels, notamment de viols et d'exploitation sexuelle. Outre les soins médicaux, ces centres offrent un soutien psychologique par l'intermédiaire de travailleurs sociaux affectés par des ONG. Des agents de police de la brigade des mineurs et de la protection de l'enfant enregistraient leurs plaintes, et des avocats bénévoles fournissaient une assistance juridique gratuite.

À Nosy Be, le bureau local du ministère de la population, en collaboration avec l'UNICEF, a mis en place un système de familles d'accueil pour les enfants victimes de mauvais traitements qui ont besoin d'être placés. Certains fonctionnaires ont indiqué que les enfants victimes de maltraitance étaient renvoyés dans le foyer où ils avaient été maltraités, faute d'autres solutions.

Mariage précoce et forcé : L'âge légal pour se marier sans le consentement des parents est de 18 ans pour les deux sexes. Néanmoins, les mariages d'enfants restent très fréquents, notamment dans les zones rurales et dans le Sud.

La pratique du "molety", où les filles sont mariées à un jeune âge en échange de bœufs reçus en dot, se serait poursuivie. Les parents d'un garçon (environ 15 ans) cherchent une épouse pour leur fils (les filles peuvent avoir 12 ans), après quoi les parents des deux enfants organisent le mariage. Pour plus d'informations, voir l'annexe C.

Selon les résultats de l'Enquête par Grappe à Indicateur Multiple menée en 2018, 37 % des femmes âgées de 20 à 49 ans se sont mariées avant l'âge de 18 ans. Le taux pour les hommes était de 12 %. Cinq régions présentaient le taux le plus élevé de mariages précoces pour les hommes et les femmes, avec 60 % pour Atsimo Atsinanana, 66 % pour Atsimo Andrefana, 54 % pour Melaky, 51 % pour Betsiboka et 54 % pour Sofia. Les zones rurales sont les plus touchées avec un taux de 44 % de mariage avant l'âge de 18 ans, et 15 % avant l'âge de 15 ans. Dans les zones urbaines, 29 % des femmes se sont mariées avant 18 ans et 7 % avant 15 ans.

Exploitation sexuelle des enfants : La législation anti-traite prévoit une peine de travaux forcés pour le recrutement et l'incitation à la prostitution d'un enfant de moins de 18 ans, l'exploitation sexuelle d'un enfant de moins de 15 ans et l'exploitation sexuelle d'un enfant de moins de 18 ans à des fins commerciales. Le code pénal et les lois anti-traite prévoient des peines de deux à cinq ans d'emprisonnement et des amendes pouvant atteindre 10 millions d'ariary (2 700 \$) pour les auteurs de pornographie infantile. Les autorités appliquent rarement ces dispositions. Il n'y a pas d'âge minimum légal pour le consentement sexuel.

L'exploitation sexuelle des enfants, parfois avec la participation des parents, reste un problème important.

Les employeurs abusaient et violaient souvent les jeunes filles rurales qui travaillaient comme domestiques dans la capitale. Si elles quittaient leur travail, les employeurs ne les payaient généralement pas, si bien que beaucoup restaient plutôt que de rentrer les mains vides dans leur famille et leur village. L'étude de l'UNICEF de 2018 sur la violence contre les enfants a indiqué que tous les cas de violence sexuelle sur le lieu de travail signalés avaient lieu dans le secteur du travail domestique.

En 2017, la gendarmerie a mis en place officiellement un service de protection des enfants et des mœurs ayant pour responsabilité la protection des enfants, y compris les victimes de viol dans les zones rurales non couvertes par le service de protection des mœurs et des mineurs de la police nationale. Le ministère de la justice, en collaboration avec UNICEF et des entreprises de télécommunication, a mis en place un site baptisé "Arozaza" (protéger l'enfant) ayant pour but de combattre l'exploitation sexuelle en ligne des mineurs et d'avertir les abuseurs potentiels. Le site comporte un formulaire pour signaler la mise en danger d'un enfant ou une pornographie en ligne impliquant un enfant. Le ministère de la population a mis en place environ 750 programmes couvrant 22 régions du pays pour protéger les enfants contre les abus et l'exploitation. Le ministère a collaboré avec l'UNICEF pour identifier les enfants victimes et leur donner accès à des services médicaux et psychosociaux adéquats. La gendarmerie, le ministère de la justice, le ministère de la population et l'UNICEF ont formé les responsables locaux de l'application des lois et d'autres parties prenantes dans les régions ciblées sur les droits des enfants. Le pays était une destination pour le tourisme sexuel impliquant des enfants.

Infanticide ou infanticide d'enfants handicapés : Les médias ont rapporté plusieurs décès de nouveau-nés abandonnés dans des caniveaux et des bennes à ordures. Un tabou traditionnel dans le sud-est contre la naissance de jumeaux a également contribué au problème.

Les enfants déplacés : Bien que l'abandon d'enfants soit interdit par la loi, il reste un problème important. Il existe peu de refuges sûrs pour les enfants des rues, et les agences gouvernementales essaient généralement de placer les enfants abandonnés chez leurs parents ou d'autres membres de leur famille. Les autorités ont placé de nombreux enfants dans des orphelinats privés et affiliés à des églises en dehors du système réglementé.

Enlèvements internationaux d'enfants : Le pays est partie à la Convention de La Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants. Voir le rapport annuel du département d'État sur l'Enlèvement international d'Enfants par le Père ou la Mère à l'adresse suivante:

<https://travel.state.gov/content/travel/en/International-Parental-Child-Abduction/for-providers/legal-reports-and-data/reported-cases.html>

Antisémitisme

La communauté juive se compose d'environ 360 membres ; aucun acte antisémite n'a été signalé.

Traite de personnes

Voir le rapport du Département d'État sur la Traite de Personnes à l'adresse suivante:

<https://www.state.gov/trafficking-in-persons-report/>.

Personnes handicapées

La loi interdit la discrimination à l'égard des personnes handicapées et définit les personnes handicapées comme celles qui présentent une déficience congénitale ou acquise dans leurs capacités physiques, mentales ou sensorielles (sans mentionner le handicap intellectuel). La loi prévoit également la création d'une commission nationale et de sous-commissions régionales pour promouvoir leurs droits, mais aucune n'a été mise en place. Selon la loi, les personnes handicapées ont le droit de recevoir des soins de santé, de s'instruire, de bénéficier d'un accès facilité aux transports publics, et ont le droit à la formation et à l'emploi ; la loi ne traite pas de l'accès au système judiciaire, à l'information et aux communications. Les établissements éducatifs ont été encouragés à procéder aux ajustements d'infrastructure nécessaires pour accueillir les étudiants handicapés. La loi précise également que l'État "doit faciliter, dans la mesure du possible, l'accès à ses installations, à ses espaces publics et aux transports publics afin d'accommoder les personnes handicapées".

Les autorités font rarement respecter les droits des personnes handicapées, et le cadre juridique pour la promotion de l'accessibilité reste superficiel.

L'accès à l'éducation et aux soins de santé pour les personnes handicapées était également limité en raison du manque d'infrastructures adéquates, d'institutions spécialisées et de personnel.

Les personnes handicapées sont victimes de discrimination dans l'emploi. Elles sont également plus susceptibles d'être victimes de divers types d'abus, parfois perpétrés par les membres de leurs propres familles. En août, le responsable d'une association de femmes handicapées comptant plus de 600 membres a signalé qu'un nombre important d'entre elles avaient été victimes de viols et d'abus sexuels. En outre, on estime que 50 % de leurs membres ont été forcés par leur propre famille à subir une ligature forcée (une forme de stérilisation), un avortement, ou les deux. Elle a noté que cette pratique a persisté dans une moindre mesure au cours des dernières années, grâce aux campagnes de sensibilisation intensives menées par l'association.

Le code électoral prévoit que les personnes handicapées doivent être aidées à voter, mais il ne contient aucune autre disposition pour accommoder ces électeurs. En mai, le responsable d'une fédération de défense des droits des personnes handicapées a déclaré aux médias que les personnes handicapées se sentaient exclues du processus électoral, car de nombreux matériels de vote n'étaient pas adaptés à leur cas.

À Antananarivo, on a souvent vu des personnes handicapées mendier de l'argent, parfois accompagnées d'une personne non handicapée pour attirer l'attention sur l'état de la personne handicapée. Les membres des forces de sécurité ne sont pas intervenus, même lorsque les personnes handicapées étaient assises entre les voies de circulation, ce qui rendait difficile pour les gens en voiture de les voir.

Minorités nationales/raçiales/ethniques

Aucune des 18 tribus du pays ne constituait une majorité. Il y avait également des minorités d'origine indienne, pakistanaise, comorienne et chinoise. L'ethnicité, la caste et la solidarité régionale étaient souvent prises en compte dans l'embauche et exploitées en politique. Une histoire de longue date sur la conquête militaire et la domination politique par les groupes ethniques des hautes terres d'origine asiatique, en particulier les Merina, sur les groupes côtiers d'ascendance africaine a contribué aux tensions entre les citoyens des hautes terres et ceux d'ascendance côtière, surtout en politique.

Actes de violence, de discrimination et autres abus fondés sur l'orientation et l'identité sexuelles

La loi prévoit une peine d'emprisonnement de deux à cinq ans et une amende de deux à 10 millions d'ariary (540 à 2 700 dollars) pour des actes "indécents ou contre nature avec un individu du même sexe de moins de 21 ans", ce qui est compris comme incluant les relations sexuelles. Il n'existe aucune loi interdisant les comportements sexuels entre personnes du même sexe pour les personnes âgées de plus de 21 ans. Les membres de la communauté lesbienne, gay, bisexuelle, transgenre et intersexuelle (LGBTI) ne seraient pas conscients du risque d'arrestation pour "corruption d'un mineur", et des arrestations ont eu lieu pour de tels actes, bien qu'il n'y ait pas de statistiques officielles.

Il n'existe pas de dispositions anti-discriminatoires spécifiques s'appliquant aux personnes LGBTI. Aucune discrimination n'a été signalée en matière de logement, d'emploi, de lois sur la nationalité ou d'accès aux services gouvernementaux. Aucune loi n'empêche les personnes transgenres de s'identifier au sexe qu'elles ont choisi.

Il n'y a pas eu de rapports de police ou d'autres agents du gouvernement incitant, perpétrant ou tolérant la violence contre les personnes LGBTI.

Comme le montrent les commentaires de certaines informations impliquant des personnalités LGBTI bien connues, les membres de la communauté LGBTI continuent souvent à être confrontés à une stigmatisation sociale et à une discrimination considérable au sein de leur propre famille, en particulier dans les zones rurales.

Stigmatisation sociale du VIH et du SIDA

Les prestataires de soins de santé ont soumis les personnes atteintes du VIH/sida à la stigmatisation et à la discrimination. Les patients atteints du VIH/SIDA ont droit à des soins de santé gratuits et la loi prévoit des sanctions contre les personnes qui discriminent ou marginalisent les personnes atteintes du VIH/SIDA. En dehors du Comité National de Lutte contre le Sida à Madagascar, les institutions nationales - dont les ministères de la santé et de la justice - n'appliquent pas efficacement la loi.

Autres violences ou discriminations sociétales

La violence collective s'est produite dans les zones urbaines et rurales, en grande partie à cause de la criminalité et du manque de confiance du public dans la police et le système judiciaire. Des foules ont tué, battu, brûlé ou blessé des criminels présumés ou des complices, et les médias ont fait état de 25 décès résultant de la violence collective entre janvier et septembre. Les autorités ont parfois arrêté les auteurs, mais la crainte de susciter une nouvelle colère a empêché les poursuites. Les médias et les observateurs ont estimé que la loi était plus susceptible d'être appliquée à l'encontre des auteurs lorsque cela était dans l'intérêt des autorités ou des forces de sécurité.

En juillet, la gendarmerie a mené des campagnes de sensibilisation contre la violence collective, notamment pendant la saison de la récolte de la vanille.

Le 18 août, à Vohemar, un groupe de villageois a battu à mort six présumés voleurs qui auraient dérobé 330 livres de vanille dans une maison. Les gendarmes sont arrivés sur place après le meurtre et ont appelé les villageois à ne pas se livrer à des violences collectives, mais n'ont procédé à aucune arrestation.

Section 7. Droits des travailleurs

a) Liberté d'association et droit de négociation collective

La loi prévoit que les travailleurs des secteurs public et privé peuvent créer et intégrer les syndicats de leur choix sans autorisation préalable ni exigences excessives. Les fonctionnaires et les travailleurs maritimes ont leurs propres codes du travail. Les travailleurs essentiels, notamment les policiers, les militaires et les pompiers, ne peuvent pas former de syndicats. Le code maritime ne prévoit pas spécifiquement le droit de former des syndicats.

La loi autorise généralement les activités syndicales et accorde à la plupart des travailleurs le droit de grève, y compris les travailleurs des zones franches d'exportation. Les autorités interdisent toutefois les grèves s'il existe une possibilité de "perturbation de l'ordre public" ou si la grève risque de mettre en danger la vie, la sécurité ou la santé de la population. Les travailleurs doivent d'abord épuiser les recours de conciliation, de médiation et d'arbitrage obligatoire, ce qui peut prendre de huit mois à deux ans et demi. Les magistrats et les travailleurs des "services essentiels" (non définis par la loi) ont un droit de grève reconnu mais plus limité. La loi leur impose de maintenir un niveau de service de base et de donner un préavis à leur employeur. Le code du travail prévoit également une amende, une peine d'emprisonnement ou les deux pour les "instigateurs et les dirigeants de grèves illégales".

La loi interdit la discrimination antisyndicale de la part des employeurs. En cas d'activité antisyndicale, les syndicats ou leurs membres peuvent intenter une action contre l'employeur devant un tribunal civil. La loi n'accorde pas aux fonctionnaires et autres employés du secteur public une protection juridique contre la discrimination et l'ingérence antisyndicales.

La loi accorde aux travailleurs du secteur privé, à l'exception des marins, le droit de négocier collectivement. Les employés du secteur public qui ne sont pas engagés dans l'administration de l'État, tels que les enseignants engagés sous les auspices d'organisations donatrices ou d'associations de parents d'élèves dans les écoles publiques, n'ont pas le droit de négocier collectivement.

Les autorités n'ont pas toujours fait respecter les lois applicables et les sanctions n'ont pas été suffisantes pour dissuader les violations. Les procédures étaient soumises à de longs délais et à des appels. Les grandes entreprises internationales, comme celles des secteurs des télécommunications et des banques, exerçaient et respectaient plus facilement les droits de négociation collective. Ces droits auraient toutefois été plus difficiles à exercer dans les zones franches industrielles et les petites entreprises locales. Les représentants syndicaux ont indiqué que les travailleurs de ces entreprises hésitaient souvent à faire des demandes par crainte de représailles.

Le gouvernement ne respectait pas de manière cohérente la liberté d'association et les droits de négociation collective. La loi exige que les syndicats fonctionnent indépendamment du gouvernement et des partis politiques. Les représentants syndicaux ont indiqué que les employeurs tentaient de plus en plus de dissuader ou d'influencer les syndicats, ce qui empêchait souvent les travailleurs de s'organiser ou de critiquer les mauvaises conditions de travail. Les syndicats ont indiqué que de nombreux employeurs entravaient la capacité de leurs employés à former des syndicats ou à y adhérer par des intimidations et des menaces de licenciement pour faute professionnelle. En raison de la corruption omniprésente, les

inspecteurs du travail, soudoyés par certains employeurs, approuvaient généralement le licenciement des dirigeants syndicaux. En conséquence, les travailleurs étaient peu réticents à rejoindre ou à diriger des syndicats.

b) Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La loi interdit le travail forcé, avec des sanctions suffisantes pour dissuader les violations. La traite d'enfants est un problème important dans le secteur informel. Le travail forcé a également persisté dans les verdicts du dina (voir section 1.d.). Dans certaines communautés, les dinas locaux imposaient le travail forcé pour résoudre des conflits ou payer des dettes. Ces arrangements ont persisté parce que les autorités n'appliquaient pas efficacement la loi. La définition légale de la traite des êtres humains inclut le travail forcé.

Le gouvernement dispose d'une loi sur l'obligation de service national, en vertu de laquelle tous les hommes doivent effectuer deux ans de service militaire ou d'autres travaux, ce que l'OIT a critiqué comme un moyen potentiel de mobiliser la main-d'œuvre obligatoire pour le développement économique. L'obligation de service national n'a cependant pas été appliquée, car les personnes souhaitant s'engager ont dépassé les places et les fonds disponibles.

Les représentants des syndicats ont accusé les conditions de travail dans certaines usines de confection d'être assimilables à du travail forcé. La fixation d'objectifs de production au lieu du paiement d'heures supplémentaires est devenue une pratique courante dans les entreprises des zones franches industrielles. Les travailleurs ont été assignés à des objectifs plus élevés chaque fois qu'ils ont atteint les objectifs précédents, les obligeant à travailler plus d'heures pour éviter des sanctions telles que la retenue sur salaire ou même le licenciement pour mauvais résultats. Les médias et les représentants syndicaux ont fait état d'autres abus perpétrés dans les centres d'appel gérés par des sociétés offshores et ont signalé que les dirigeants exigeaient des employés qu'ils fassent des heures supplémentaires au-delà des limites légales.

Voir également le rapport du Département d'État sur la Traite de Personnes à l'adresse suivante <https://www.state.gov/trafficking-in-persons-report/>.

c) Interdiction du travail des enfants et âge minimum d'admission à l'emploi

La loi fixe l'âge minimum légal pour travailler à 16 ans, avec diverses restrictions. La loi régleme également les conditions de travail des enfants, définit les pires formes de travail des enfants, identifie les sanctions pour les employeurs et établit le cadre institutionnel pour la mise en œuvre. La loi autorise les enfants à travailler au maximum huit heures par jour et 40 heures par semaine sans heures supplémentaires et interdit aux personnes de moins de 18 ans de travailler la nuit ou lorsqu'il existe un danger imminent pour la santé, la sécurité ou la moralité. La loi interdit aux enfants d'exercer des professions et des activités dangereuses. La loi exige que les enfants qui travaillent subissent un examen médical semestriel effectué par le médecin de l'entreprise ou un médecin autorisé aux frais de l'employeur.

Le gouvernement n'a pas appliqué la loi de manière efficace. Les sanctions n'étaient pas suffisantes pour dissuader les violations. Le Ministère de la Fonction Publique, de la Réforme Administrative, du Travail et des Lois Sociales est responsable de l'application des lois sur le travail des enfants.

Le travail des enfants est un problème très répandu. Des centres gérés par des ONG à Antananarivo, Antsirabe et Toamasina s'occupaient des enfants victimes de la traite des êtres humains et du travail forcé. Les enfants des zones rurales travaillaient principalement dans l'agriculture, la pêche et l'élevage, tandis que ceux des zones urbaines travaillaient comme domestiques, dans le transport de marchandises en charette, dans le petit commerce, dans les carrières de pierre, dans l'extraction artisanale de pierres précieuses telles que les saphirs, dans les bars et comme mendiants. Les enfants travaillaient également dans le secteur de la vanille, la production de sel, l'exploitation minière, la plongée sous-marine et l'industrie de la crevette. Certains enfants ont été victimes de la traite des êtres humains, notamment de la traite d'enfants à des fins sexuelles et du travail forcé. Les résultats de l'Enquête par Grappes à Indicateur Multiple de 2018 ont indiqué que 47 % des enfants étaient impliqués dans le travail des enfants, dont 36 % de ceux âgés de 5 à 11 ans. En outre, 32 % des enfants âgés de 5 à 17 ans travaillaient dans des environnements ou des métiers dangereux.

Voir également Le Rapport du Département du Travail sur les Pires Formes du Travail des Enfants à l'adresse : <https://www.dol.gov/agencies/ilab/resources/reports/child-labor/findings> et la Liste des Produits issus du Travail des Enfants ou du Travail Forcé par le Département du Travail au : <https://www.dol.gov/agencies/ilab/reports/child-labor/list-of-goods>.

d) Discrimination en matière d'emploi et de profession

Le droit du travail interdit toute discrimination sur le lieu de travail fondée sur la race, le sexe, la religion, les opinions politiques, l'origine ou le handicap. Un décret spécial sur le VIH sur le lieu de travail interdit la discrimination fondée sur le statut sérologique. La loi n'interdit pas la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'âge ou la langue. Le gouvernement n'a pas appliqué la loi de manière efficace et les sanctions n'ont pas été suffisantes pour dissuader les violations. La discrimination reste un problème. Les employeurs ont soumis les personnes handicapées et les personnes LGBTI à une discrimination à l'embauche. Les apatrides ont des difficultés à accéder à l'emploi, et les réfugiés et les demandeurs d'asile se voient interdire l'accès à l'emploi. Les membres de certaines églises évangéliques ont signalé un accès limité à l'emploi si leur sabbat n'était pas le dimanche.

Dans les zones rurales, où la majorité de la population pratique une agriculture de subsistance, les structures sociales traditionnelles ont tendance à favoriser les rôles sexospécifiques bien établis, ce qui entraîne une discrimination à l'égard des femmes. Si la discrimination est minime dans l'accès à l'emploi et au crédit, souvent, les femmes ne reçoivent pas le même salaire pour un travail sensiblement similaire. La loi n'autorise pas les femmes à occuper des postes qui pourraient mettre en danger leur santé, leur sécurité ou leur moralité. Selon les codes du travail et de la protection sociale, ces postes comprennent le travail de nuit dans le secteur manufacturier et certains postes dans les industries minière, métallurgique et chimique, et cela est généralement respecté dans les secteurs formels.

e. Conditions de travail acceptables

Le gouvernement a augmenté le salaire minimum à un montant légèrement supérieur au seuil de pauvreté tel que défini par la Banque Mondiale. La semaine de travail standard était de 40 heures dans les secteurs non agricoles et de services et de 42,5 heures dans le secteur agricole.

La loi limite les travailleurs à 20 heures supplémentaires par semaine et exige deux jours et demi de congé payé par mois. La loi exige la rémunération des heures supplémentaires, généralement pour plus de 40

heures de travail dans une semaine, mais les circonstances exactes qui exigent cette rémunération ne sont pas claires. Si les heures travaillées dépassent les limites légales de la durée du travail (2 200 heures par an dans l'agriculture et 173,33 heures par mois en autres secteurs), les employeurs sont légalement tenus de payer les heures supplémentaires conformément à un décret du conseil du travail qui indique également le montant requis de la rémunération des heures supplémentaires.

Le gouvernement fixe des normes de sécurité et de santé au travail pour les travailleurs et les lieux de travail, mais le code du travail ne définit pas de sanctions en cas de non-respect, et exige seulement une inspection avant l'ouverture d'une entreprise. Les travailleurs, y compris les travailleurs étrangers ou migrants, ont le droit explicite de quitter un lieu de travail dangereux sans compromettre leur emploi, à condition d'en informer leurs superviseurs. Les employeurs n'ont pas toujours respecté ce droit. Les militants syndicaux ont noté que les normes, datant dans certains cas de l'indépendance du pays, étaient gravement dépassées, notamment en ce qui concerne la santé et les risques professionnels et la classification des postes professionnels. Il n'y avait pas d'application dans l'important secteur informel, qu'on estimait représenter jusqu'à 85 % de la main-d'œuvre.

Le département de la réforme administrative, du travail et des lois sociales du ministère de la fonction publique est chargé de faire respecter le salaire minimum et les conditions de travail, mais n'a pas fait appliquer la loi de manière efficace. Le nombre d'inspecteurs du travail était insuffisant pour contrôler les conditions en dehors de la capitale. Outre le nombre insuffisant d'inspections, les autorités n'auraient pris aucune autre mesure au cours de l'année pour prévenir les violations et améliorer les conditions de travail. Il n'y a pas eu de poursuites et les sanctions ont été insuffisantes pour dissuader les violations.

Les violations des normes en matière de salaire, d'heures supplémentaires ou de sécurité et de santé au travail étaient courantes dans le secteur informel et dans le travail domestique, où beaucoup travaillent de longues heures pour un salaire inférieur au salaire minimum. Bien que la plupart des employés connaissent le salaire minimum légal, le chômage élevé et la pauvreté généralisée conduisent les travailleurs à accepter des salaires inférieurs.

Les médias et les représentants syndicaux ont rapporté que les employés des sociétés offshore opérant dans le domaine du service à la clientèle et du commerce en ligne travaillaient généralement dans des conditions difficiles. Ces employés étaient soumis à de longues heures de travail, y compris le travail de nuit, les week-ends et les jours fériés, généralement sans indemnités appropriées telles que le paiement des heures supplémentaires. Les représentants ont signalé qu'en conséquence, beaucoup d'entre eux étaient fréquemment malades ou abandonnaient leur emploi en quelques jours.

